



HAL
open science

Créer les nations, imaginer l'unité continentale, et affronter l'instabilité dans l'Amérique Latine indépendante.

Nathalie Blasco

► To cite this version:

Nathalie Blasco. Créer les nations, imaginer l'unité continentale, et affronter l'instabilité dans l'Amérique Latine indépendante.. *Les Langues néo-latines: revue de langues vivantes romanes*, 2009, 351, pp.91-107. hal-02133577v1

HAL Id: hal-02133577

<https://hal.science/hal-02133577v1>

Submitted on 23 May 2019 (v1), last revised 1 Jul 2019 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CRÉER LES NATIONS, IMAGINER L'UNITÉ CONTINENTALE, ET AFFRONTER L'INSTABILITÉ DANS L'AMÉRIQUE LATINE INDÉPENDANTE

Nathalie BLASCO

Maître de conférences à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle

La question de « la formation de l'État et de la Nation en Amérique Latine », telle qu'elle a été posée par le jury de l'agrégation d'espagnol pour le concours 2010, c'est-à-dire en recouvrant une étendue chronologique de plus d'un siècle ainsi qu'une étendue géographique d'une vingtaine de pays, doit néanmoins être accueillie avec sang-froid. Il ne s'agit nullement de creuser le noyau dur « État-nation » au point de vouloir conduire les candidats vers une hypercompétence sur ce point, proche d'une formation scientifique pointue sur l'objet national en Amérique Latine (qui serait en rupture avec l'objectif d'acquisition d'une solide culture générale par des enseignants du second degré), mais plutôt de les aider à sélectionner des angles d'attaque variés mais suffisamment soupesés pour que le prisme imposé par le programme non seulement évite d'entrer en concurrence avec une compréhension globale du XIX^e siècle latino-américain, mais en éclaire les lignes de force et de fracture.

C'est pourquoi nous nous proposons ici, dans la continuité chronologique de l'article du Professeur Thomas Gomez, de nous attacher à présenter synthétiquement quelques éléments susceptibles de nourrir la compréhension de la période ayant vu naître les nouveaux États hispano-américains indépendants.

Quelques questionnements fondamentaux peuvent permettre une lecture cohérente des potentialités et des limites de l'indépendance en Amérique Latine au cours du XIX^e siècle : comment construire les nations à partir de conceptions rivales de l'idée même de nation et en

tenant compte de la question centrale de la souveraineté ? comment les projets d'union sous-continentale et, en filigrane, la tentative de construction d'une « américanité » globale, sont-ils entrés en concurrence avec les constructions nationales au lieu d'être perçus comme des moyens de renforcer l'indépendance de chaque nouvelle entité ? comment les héritages oligarchiques, territoriaux, la question du régime, les affiliations partisans, ainsi que la réitération des conflits ont-ils compliqué la « mise en application » de l'indépendance, tout en étant paradoxalement la condition de l'existence des nations ? Voici quelques-uns des principaux « défis » auxquels ont dû faire face les États hispano-américains naissants.

1. Créer les nations : conceptions concurrentes, adhésions politiques et identités

Une fois leur indépendance gagnée par les armes, les anciennes possessions espagnoles d'Amérique durent s'atteler à la lourde tâche des constructions étatiques et nationales, à partir d'un héritage structurel complexe. À la fois pénétrées par trois siècles d'une organisation socio-économique et d'une culture coloniales, et marquées par un découpage territorial directement issu des anciennes limites administratives, les nouvelles entités politiques eurent tôt fait d'identifier la nation à un espace juridictionnel. En outre, au plan conjoncturel, une sorte d'état de guerre permanent entre les pays issus de l'empire espagnol prolongea le conflit meurtrier antérieur à 1825 durant plus d'une décennie, lui donnant des allures de guerre civile¹.

D'une « nation » à l'autre

C'est en partant de la réalité impériale qu'il nous semble prudent d'aborder la problématique nationale dans le monde hispanique, tant les éléments du passé colonial influent sur la compréhension de l'atomisation de l'Amérique hispanique fraîchement indépendante et éclairent le flottement sémantique autour du concept de nation à la même

1. Pour un rappel synthétique sur la notion de « révolution d'indépendance » et sur les conditions du bouclage des guerres, nous renvoyons à l'article de Jaime E. Rodríguez O., « La emancipación de América », dans *Revoluciones y revolucionarios en el mundo hispano*, Manuel Chust (dir.), Castelló de la Plana, Publicaciones de la Universitat Jaume I, Ministerio de Educación y Cultura, 2000, p. 11-42.

époque. Car même si, dès le début du XIX^e siècle, les élites hispano-américaines eurent pour modèle l'État-nation européen, selon lequel la structure politique de l'État coïncidait avec l'espace d'une nation préexistante, et qui devait ainsi permettre à une société identifiable par la singularité de sa culture et de son économie d'être administrée de façon homogène sur un territoire donné, cette conception s'est néanmoins heurtée à une réalité américaine incontestable, à savoir que la mise en place des États précédait l'invention des nations. Plus exactement, il s'agissait de passer de la « nation » d'Ancien Régime, c'est-à-dire les royaumes et cités, à l'État, puis de construire la nation moderne à partir de ce dernier.

Le référent qui avait prévalu pendant la période monarchique consistait en des communautés politiques d'Ancien Régime, diverses et hétérogènes, tout autant produit d'une longue existence commune d'un groupe humain que fruit de l'élaboration par les élites et l'État d'une histoire et d'un imaginaire propres. La nation dans sa signification ancienne faisait donc référence au passé d'un groupe humain ayant le sentiment d'être un et différent des autres. Pourtant, il existait des divergences fondamentales sur la manière de concevoir cette communauté humaine. L'imprécision du langage politique de cette époque y était pour beaucoup, mais la raison principale résidait dans les variables qui intervinrent dans la définition du concept, soit les composantes élémentaires (corps, institutions, individus), soit les structures politiques (nation unitaire, nation plurielle). Cela dit, tous adhéraient à l'acception selon laquelle la nation désignait l'ensemble de la Monarchie : la nation espagnole était une communauté d'hommes qui se sentaient unis par les mêmes sentiments, valeurs, religion, coutumes, et par une loyauté commune envers le roi. Une signification d'autant plus forte qu'au sein de la Monarchie, l'Amérique affichait une exceptionnelle homogénéité culturelle, politique et religieuse, si bien que tout ce qui, dans le monde contemporain, servirait de base à l'affirmation de la « nationalité » était déjà commun aux futurs pays hispano-américains.

Contrairement à la France de 1789, dans laquelle l'assemblée, en dépouillant le roi de sa souveraineté, devint le nouveau centre du pouvoir politique et put ainsi incarner la nation à travers l'exercice de la souveraineté, l'Empire espagnol vit en 1808 s'effondrer son centre et sa souveraineté devenir conséquemment polycentrique.

Les *pueblos* s'en emparèrent aussi bien en Espagne qu'en Amérique, interdisant à un quelconque pouvoir de prétendre incarner à lui seul la légitimité. Aucune assemblée représentative, pas même celle de Cadix dont les députés américains s'opposaient à la conception de la nation « une et indivisible », ne pouvait dès lors exercer la souveraineté. C'est la raison pour laquelle la reconstitution d'un centre légitime, ayant un pouvoir unificateur, à partir d'un empire en crise et acéphale, fut si problématique dans le cas hispanique. Rien ni personne ne pouvant être l'héritier légitime de la souveraineté abandonnée par le monarque, cette question fut porteuse de division et de conflit plus que d'unité. Car le simple fait d'accéder à l'indépendance et la seule création des « nations » semblaient difficilement capables de combler le vide initial du pouvoir, et toutes les instances territoriales qu'étaient les *pueblos* pouvaient prétendre s'emparer du pouvoir et, partant, prétendre à la souveraineté. Les questionnements suscités par le concept de nation furent en outre particulièrement présents au moment de la rédaction de la charte monarchique de 1812. La nécessité d'une ambiguïté terminologique susceptible de permettre l'introduction d'idées nouvelles et ouvrant le champ des possibles pour la structure interne de l'ensemble considéré conduisit à l'emploi du mot « nation » sans référence à ses éléments constitutifs. Ce fut donc à partir d'une même « nationalité » qu'il fallut inventer la construction de différents États, puis celle de l'État-nation. En d'autres termes, puisque l'Amérique hispanique était considérée comme une seule et même nation – la nation américaine en lutte contre la nation espagnole –, le contexte de la guerre faisait que cette opposition devenait le trait identitaire essentiel².

Le concept moderne de nation s'est pourtant imposé simultanément, à peine établies les nouvelles frontières politiques de l'Amérique hispanique. C'est à cette tâche majeure du XIX^e siècle latino-américain que les vainqueurs des guerres d'indépendance ont en effet dû s'atteler, construire la nation moderne en partant des nouveaux États. Une tâche d'autant plus difficile que ces mêmes États fraîchement indépendants allaient justifier leur existence par leur accession

2. Pour une étude approfondie sur les origines espagnoles de l'indépendance, nous renvoyons à l'article de François-Xavier Guerra, « Dos años cruciales », dans F.-X. Guerra, *Modernidad e independencias : ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, México, Mupfre /FCE, 1992, p. 115-148.

au rang de « nation ». Ce concept dans son sens moderne était à ce moment le seul qui, rompant avec l'imaginaire monarchique, pouvait servir à étayer l'existence des nouveaux États souverains, auxquels il manquait un fondement historique et culturel. Le référent de cette seconde « nation » consistait en une communauté nouvelle, fondée sur la libre association d'individus autonomes et égaux, en d'autres mots une construction libre qui dépendait de l'union des volontés. Elle devait être le nouveau cadre de la légitimité, le « peuple souverain » la source de cette légitimité, et l'individu-citoyen adhérent volontaire de cette nation politique. C'est en ce sens que la nation moderne était, à l'issue des ruptures avec l'Espagne, un projet, et non plus le constat d'un fait historique³.

Notons par ailleurs que le principe de la nation moderne était également conflictuel d'un autre point de vue : celui de l'hétérogénéité ethnique et des statuts juridiques différenciés des diverses composantes de la population. Étant donné qu'au principe de citoyenneté s'ajoutait celui de l'égalité juridique, se posait la question du statut des esclaves et surtout celle de la façon dont il fallait concilier la citoyenneté conférée aux indigènes avec le maintien de leur organisation communale corporative. En fait, il apparaît que la question des indigènes ne faisait jamais que traduire, de manière extrême, les problèmes généraux, et que, avant d'être ethnique, le problème des indigènes était politique, ces derniers étant des acteurs politiques parmi de nombreux autres acteurs.

L'adhésion aux « pactes fondateurs »

Dans les années qui suivirent les indépendances, la question centrale était celle de l'adhésion des *pueblos* aux nations, ou plus exactement celle de l'adhésion aux « souverainetés nationales » en train de se former. Les acteurs de cette adhésion ou des refus d'adhésion, les *pueblos*, étaient les *ayuntamientos* des cités capitales, parlant et décidant au nom de la ville et de sa province, et représentant en vérité les aspirations des notables locaux et régionaux. D'autres porte-parole, tels les caudillos, étaient aussi capables de fédérer autour d'eux des *pueblos*, ainsi que des factions (partis) et des groupes d'intérêts, et

3. La question des conceptions rivales de la nation à cette époque est spécifiquement traitée par F.-X. Guerra dans son article « Mutaciones y victoria de la nación », *ibid.*, p. 319-350.

pouvaient s'appuyer sur la force armée pour faire valoir les revendications d'autonomie voire de séparation complète. Le problème des territoires choisissant d'adhérer ou de ne pas adhérer aux « pactes fondateurs » des nouvelles associations politiques dérivait de la fragmentation de la souveraineté intervenue depuis 1810, et signifiait concrètement que la carte politique de l'Amérique hispanique était loin d'être fixée entre 1820 et 1825, ce que confirment les changements de configuration durant les décennies suivantes. Ces changements témoignaient du fait que, pour des provinces données, des alternatives existaient, comme le rattachement à telle ou telle « souveraineté nationale »⁴. Dans tous les cas, les problèmes d'adhésion et les alternatives d'adhésion naquirent de l'absence d'un centre du pouvoir politique incontestable, et de fait, l'ancienne suprématie politique et juridictionnelle des capitales de vice-royauté ou de capitainerie générale continuait d'être contestée, après l'accession à l'indépendance, par les cités, anciennes capitales d'audience, ou même par de simples capitales de province.

Citons quelques cas de provinces devenues des nations, le Paraguay, l'Uruguay, le Nicaragua (sachant que l'Uruguay n'était même pas une intendance avant 1808), ainsi qu'un cas d'audience devenue nation, Quito. Certaines audiences furent intégrées dans des nations, comme la Nouvelle-Galice au Mexique ou encore l'ancienne audience de Cuzco au Pérou. Notons que dans ces deux cas, l'audience était subordonnée à celle de México et Lima respectivement. Que ce soit au Mexique et en Amérique centrale, en Nouvelle-Grenade, ou au Pérou, c'est la fragmentation qui a dominé et qui conduisit à dessiner les nouvelles subdivisions politiques et administratives. En général, le choix de l'appartenance à un territoire politique se fit en fonction de convenances locales et régionales, ou en raison d'intérêts économiques, qui furent en vérité autant de liens de provinces à provinces – familiaux et personnels – et ce par-delà les « frontières ». Notons brièvement l'exception chilienne, puisque le Chili ne connut pas le séparatisme. La tendance à la subdivision ne commença à décliner qu'à la fin du XIX^e siècle.

4. La polysémie du terme *pueblo* ainsi que la question de sa légitimité sont également abordées par F.-X. Guerra dans son article « El pueblo soberano : incertidumbres y coyunturas del siglo XIX », *ibid.*, p. 351-381.

Des « nations » et des « identités culturelles »

La question des nationalités semble ne pas devoir être écartée de la problématique nationale⁵. Alors que tout groupe humain aspirant à une existence autonome en tant qu'État est implicitement considéré comme nécessairement marqué par une identité culturelle fondée sur la langue, la religion, les coutumes, l'histoire, une particularité ethnique, etc., cette corrélation est sans pertinence dans le monde hispanique post-colonial. Les identités y sont prioritairement le produit des adhésions politiques, en témoigne la grande similitude culturelle des collectivités qui revendiquaient leur souveraineté politique au moment précis des accessions à l'indépendance. Dans l'espace américain coexistaient certes de fortes aspirations à la souveraineté, mais elles s'exprimaient à partir de traits culturels communs, accentués par le sentiment d'appartenance à l'ensemble de la Monarchie hispanique antérieur aux indépendances, si bien que la « nation » indépendante ne se rapportait pas à une dimension culturelle mais politique. L'idée de nation en Amérique hispanique était par conséquent tout à fait singulière, en ce sens qu'elle était entendue comme une collectivité autogouvernée, et non comme une identité culturelle. D'où la nécessité de relire à l'aide de ces constats l'apparition des identités américaines ainsi que la formation d'une « conscience créole », qui auraient été les causes directes de l'indépendance. Il ne s'agit pas d'affirmer qu'aucune identité n'a préexisté à l'indépendance dans l'Amérique espagnole, qui se composait plutôt de grands ensembles politiques multicommunautaires très stables, mais de relever que les identités se développaient selon deux axes superposés, une pyramide politique et une pyramide culturelle. L'affirmation identitaire était prioritairement politique et dépendait alors de l'appartenance territoriale aux *reinos* et *ciudades*, origine du *localismo* ou du *regionalismo* américain du XIX^e siècle. Mais elle était également culturelle, s'appuyant sur les corps constitués, *cofradías*, *gremios*, et sur les familles, et dessinait donc des appartenances qui permettaient à leurs membres de se distinguer de groupes sociaux considérés comme inférieurs.

5. La question des identités culturelles et leur rapport non évident avec les « nations » est étudiée par F.-X. Guerra dans le chapitre « Identidad y soberanía : una relación compleja », dans F.-X. Guerra, *Las revoluciones hispánicas : independencias americanas y liberalismo español*, cursos de verano de El Escorial, 1993-94, Editorial Complutense, p. 207-239.

Quel qu'ait pu être le regard porté sur les identités au temps de la colonie, les pays hispano-américains naissants durent fonder leur construction sur des schémas identitaires avant tout politiques. Y eut-il interférence entre ce phénomène et la volonté concomitante de créer un ou des ensembles à très grande échelle ?

2. Imaginer l'unité continentale : assurer la pérennité des indépendances ?⁶

En effet, quel rôle a pu jouer le projet d'union sous-continentale par rapport aux constructions nationales ? Bolivar l'envisagea comme un moyen de renforcer l'indépendance de chaque nouvelle entité, mais qu'en fut-il vraiment ?

Le projet bolivarien : conjoncture et principe

Partons à la fois de la conjoncture et d'un principe. On lit que le XIX^e siècle fut le siècle des traités, principalement en raison de l'intensité des rapports internationaux durant la période. Sans toutefois entrer dans les détails de la littérature diplomatique, notons que certains analystes ont pu en dénombrer plus de 10 000, conclus entre 1815 et 1914 sur les thèmes les plus divers et ayant des finalités claires : garantir le progrès et la prospérité de l'Amérique hispanique, opposer un front uni à l'ennemi extérieur commun (l'Espagne dans un premier temps, puis les États-Unis principalement), stimuler l'échange économique, et enfin développer les infrastructures de communication. Cela dit, c'est une même volonté d'évoluer collectivement vers la consolidation de l'indépendance politique qui présidait surtout à l'élaboration de ces traités. Dans ce contexte, le principe bolivarien, quant à lui, était celui d'une union hispano-américaine nécessairement simultanée à l'indépendance. Bolivar avait la conviction qu'il serait impossible de la consolider sans réaliser l'union au préalable. Son projet fut formulé dans bon nombre de ses écrits – et ils furent abondants, mais l'on peut toutefois citer la très célèbre *Lettre de la Jamaïque* de 1815 (la *Carta profética*) –, des écrits qui laissent apparaître une

6. Pour toute cette partie, nous renvoyons à notre article « Présence du mythe unitaire bolivarien dans les traités d'alliance inter-latino-américains au XIX^e siècle », dans *Caravelle*, n°85, p. 185-204, Toulouse, 2005.

modalité prioritaire, celle des confédérations. L'une des rares réussites (provisoires) du rêve bolivarien fut la Grande Colombie : c'est précisément la constitution de la Confédération grand-colombienne qui parut sceller l'axe autour duquel pouvait désormais être proposée la tenue d'un « congrès général ». Par le Congrès de Panama (1826), le Libertador ne souhaitait pas la mise en place d'une simple organisation dictée par l'urgence qui n'aurait joué qu'un rôle offensif et défensif. Il envisageait la constitution d'une entité juridique qui fût capable de résoudre pacifiquement les conflits entre pays hispano-américains – c'est en ce sens qu'on peut parler de l'une des premières tentatives modernes d'arbitrage international – et plus généralement apte à défendre les intérêts de ces mêmes pays.

Néanmoins, on connaît l'échec du congrès, puisque seule la Colombie ratifia le traité signé à Panama. On connaît aussi les causes principales de l'échec : les oppositions dues à la priorité qui fut donnée par la plupart des pays à leurs intérêts propres, le scepticisme face à un congrès apparemment purement diplomatique car sans capacité législative, le refus d'agir ensemble pour l'indépendance de Cuba et de Porto Rico, l'absence de certains représentants attendus, le sentiment négatif qu'inspirait Bolívar lui-même, auquel on attribuait une ambition continentale et des prétentions à un pouvoir suprême, la crainte d'un éventuel étouffement des fédérations et des autonomies nationales récemment acquises, la préoccupation prioritaire de certains pays (Argentine) d'obtenir le respect des puissances européennes et de revendiquer une singularité par rapport au reste du continent, etc. Bref, toute une série de positions isolationnistes qui firent qu'en définitive, les nations naissantes célébrèrent comme conquête maximale l'indépendance politique propre.

Projets nationaux, projet confédéral : l'entrechoc

Mais d'autres données sont à prendre en compte pour une compréhension sans insuffisance de l'échec d'un projet confédéral à ce moment de l'histoire du continent. Premièrement, les convulsions politiques durant la période, qui furent autant de facteurs internationaux d'instabilité : une insurrection au Mexique, une guerre civile en Amérique Centrale, un affrontement entre le Pérou et la Colombie, la Colombie elle-même en voie de dissolution, en résumé, une sorte de chaos généralisé caractéristique des années immédiatement postérieures à l'Indépendance. En second lieu, et puisque l'on doit se poser la

question des constructions nationales, on peut s'interroger de la façon suivante : n'y avait-t-il pas une difficulté majeure, dans un contexte de construction des États-nations, à vouloir penser si tôt, c'est-à-dire simultanément, une extension de l'État national ? Nous pensons qu'il est important de pouvoir le souligner, dans la mesure où il y eut télescopage entre les projets, et une issue fatalement insatisfaisante. D'où l'échec de la confédération, et par là même la dilution du rêve bolivarien, puisque tout resta à l'état de projet.

Pourtant, si l'on déplace quelque peu la focale et qu'on se place du point de vue de la construction de l'imaginaire politique au XIX^e siècle, et notamment du point de vue de l'imaginaire autour de « *lo latinoamericano* », l'héritage bolivarien devient alors beaucoup plus prégnant. Car en marge de cette désagrégation mentionnée plus haut, commença à se développer un mouvement insistant vers la connexion de ces pays fraîchement livrés à la vie indépendante. On pouvait l'observer dans la tenue d'assemblées, de congrès, de conférences, de traités d'amitié, etc. Et même si ces initiatives affichaient de grandes déficiences, des limites, et la plupart du temps peu de résultats, elles rendaient manifeste l'existence d'une vaste communauté sans pacte écrit. C'est pourquoi la pensée bolivarienne est à considérer comme une matrice théorique pour tout le XIX^e siècle, d'autant plus qu'elle irrigua l'univers intellectuel d'un nombre incroyable de penseurs et d'hommes politiques, qui eux-mêmes construisirent progressivement un corps théorique relatif à l'unité et à l'union latino-américaines⁷. Ces spéculations permirent-elles pour autant d'ancrer progressivement dans les faits une armature sous-continentale suffisamment solide pour stabiliser les trajectoires politiques des pays latino-américains dès le XIX^e siècle ?

7. Attention tout de même à ne pas confondre unionisme bolivarien et panaméricanisme. La filiation que l'on trouve dans l'historiographie traditionnelle entre Bolivar et le panaméricanisme, et surtout cette paternité du panaméricanisme qu'on attribue à Bolivar, est absolument récusable. Le modèle panaméricain naît à l'issue de la 1^{re} Conférence internationale américaine de Washington de 1889-90, et a des filiations plus certaines avec la doctrine de la Destinée Manifeste et la seconde interprétation du discours de Monroe. Il s'agit là d'une invention états-unienne, le terme *pan-American* lui-même étant apparu en langue anglaise – et attesté – à partir de 1890 seulement, et faisant référence à un système de relations internationales non unioniste, asymétrique à bien des égards. D'où les résistances latino-américaines lors de l'apparition de ce modèle en 1890, et l'échec relatif de la Conférence de Washington. Il serait prudent de bien retenir qu'il n'existe aucune construction politique d'origine hispano-américaine autour du concept de panaméricanisme. Ce dernier est un modèle exogène.

3. Les principaux facteurs de l'instabilité : acteurs politiques, régimes, conflits⁸

Pour aborder le problème de l'instabilité durant la quasi totalité du XIX^e siècle latino-américain, il est indispensable de tenir compte du fait que les questions politiques dominèrent la période : persistance des guerres entre les armées patriotes et les poches de résistance royalistes, définition territoriale de la souveraineté nationale, instauration de régimes républicains et constitutionnels, définition de la nationalité et de la citoyenneté, répartition des compétences entre administrations centrale et locale, réformes fiscales et financières, etc. En outre, faut-il partir de « la nation » qui constituait elle-même un problème ? Faut-il partir de « l'État », ou plus modestement « gouvernement central », sachant qu'il était précisément le lieu vide du pouvoir, qu'il n'était donc pas un acteur, et que sa conquête et la définition de son rôle étaient l'enjeu même des conflits ? Il paraît indispensable d'identifier les acteurs.

En réalité, à cette époque, les « hommes politiques » dans le sens contemporain du terme n'existaient pas, l'idée de « corps électoral » n'avait pas plus de sens, et il n'y avait pas davantage de « partis politiques » au sens d'organisations reposant sur des adhérents, des militants, une direction, un programme, une idéologie ou une doctrine. Par contre, les intervenants en politique étaient prioritairement des acteurs sociaux.

Les acteurs sociaux de la vie politique

Les facteurs traditionnels sur lesquels reposait l'action collective de ces acteurs étaient multiples : premièrement, les liens personnels, d'homme à homme, de dépendance mutuelle, d'échange de services, de réciprocité, de hiérarchie ; deuxièmement, les liens familiaux, la famille étant à la fois unité de protection, de solidarité et de production, à tous les niveaux sociaux ; troisièmement, « l'amitié », qui provenait le plus souvent d'une participation ancienne commune aux guerres de l'indépendance ; enfin, les liens de clientèle, de faveur, c'est-à-dire un

8. Cette dernière partie a pu être rédigée de façon aussi informée et synthétique grâce à la lecture des cours du Professeur Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon Sorbonne, intitulés « Naissance et consolidation des États-nations, 1820-1860 ».

échange de services inégalitaire. Ces liens de dépendance clientélaire pouvaient parfois recouvrir des liens d'autorité plus formels, celui d'un chef militaire sur ses hommes, ou celui d'un propriétaire foncier sur ses *peones*. L'ensemble de ces liens débouchait en politique sur les « partis » – les « factions » au sens traditionnel du terme –.

Ensuite on trouvait les « corps intermédiaires », c'est-à-dire des organisations formelles, dotées soit de biens collectifs, soit d'une identité collective forte, soit de statuts particuliers, qui leur conféraient une forte cohésion, suffisante pour que des porte-parole pussent parler en un nom collectif. On trouvait également les *pueblos*, à savoir les cités, les villages, mais aussi les provinces (ou « États » en république fédérale). Mais il y existait aussi des formes de médiation permettant l'action collective, les *ayuntamientos*, les assemblées provinciales, les *juntas*. Les corporatismes étaient aussi présents, il s'agissait des corps privilégiés tels que les armées, milices, corporations ecclésiastiques, ou l'Église séculière. Ceux-ci pouvaient agir au nom de la défense de leurs *fueros* (privilèges, en particulier juridictionnels) ou bien s'agrèger à des coalitions plus larges.

L'existence des *caudillos* est ici à souligner. Afin de comprendre l'importance de leur rôle, il faut tenir compte des liens personnels sur lesquels reposait leur autorité, et de la logique sur laquelle reposait leur légitimité, le plus souvent précaire et peu durable. Les *caudillos* se trouvaient au carrefour entre la société traditionnelle et la politique moderne. L'essentiel de leur prestige, de leur aura, de leur capacité de mobilisation, reposait sur les liens personnels, d'homme à homme, mais aussi sur leurs familles et leurs ressources économiques, sur les « amitiés » forgées au fil des combats, sur les clientèles d'obligés – des « ressources humaines » le plus souvent au niveau régional –. Ces *caudillos* invoquaient en particulier dans les *pronunciamientos* « la souveraineté du peuple » et les *fueros* de l'Église. Ils se situaient à l'intersection des acteurs sociaux et des factions politiques, et parvenaient au pouvoir lorsqu'ils réussissaient à agrèger autour d'eux suffisamment de soutiens d'acteurs diversifiés. C'est en ce sens qu'ils constituaient une interface entre la société traditionnelle et les principes de la politique moderne, et avaient de plus la possibilité, à un moment donné, d'incarner la légitimité, même si le plus souvent, les coalitions qu'ils avaient formées se défaisaient rapidement. À l'échelon local, les *caciques* jouaient le même rôle d'interface entre les

communautés locales et l'État, un rôle de médiateur entre les us et coutumes communautaires, et les lois, la fiscalité, et les recrutements militaires de l'État.

Les acteurs plus spécifiquement politiques

D'autres acteurs aux fondements nettement plus politiques s'affirmaient parallèlement. La documentation historique les fait apparaître sous les termes de *facción*, *bando*, *partido*, *masonería*, *club*, ou *sociedad*. Se développaient entre autres les *sociedades patrióticas*, comme celle de Caracas à l'époque de la 1^e République dans laquelle dominait Francisco de Miranda, ainsi que les loges maçonniques, inexistantes en Amérique avant 1818-1820. Citons à titre d'exemple les loges fondées par San Martín à Buenos Aires et par O'Higgins au Chili (loge Lautaro). La maçonnerie était alors le lieu de sociabilité politique moderne par excellence, au sein de laquelle les associations étaient « démocratiques » et l'adhésion individuelle l'emportait sur les liens personnels, et où l'égalité théorique régnait entre les membres indépendamment de la condition sociale. C'est seulement à partir de 1845 qu'apparurent véritablement de façon généralisée les sociétés et clubs politiques, ainsi que les partis. Généralement deux, qualifiés de « libéral » et « conservateur », ils induisirent les mutations politiques majeures de la période indépendante. On reconnaissait désormais le fait que le « corps politique » n'était pas nécessairement uni mais au contraire pluriel, qu'il était traversé par des aspirations diverses voire opposées, et par des aspirations que les doctrines et les programmes défendus par les « partis » pouvaient représenter. En d'autres termes, on reconnaissait les divergences politiques concernant l'avenir de la collectivité nationale, et l'on pouvait ainsi envisager le type d'État qu'il lui faudrait pour la conduire.

L'instabilité politique constamment relevée venait pour une bonne part de cette typologie de ces acteurs politiques. Leur nombre, leur diversité, la fréquence de leurs mobilisations et de leurs interventions dans l'ordre constitutionnel rendaient complexe et chaotique la vie politique des premières décennies d'existence des nations hispano-américaines. Le terme d'« anarchie » a souvent servi à qualifier la période, mais les contemporains appelaient ces variations « *pronunciamientos* », « rébellions », « révolutions ». Il n'en reste pas moins que c'est bien le vide du pouvoir au centre et le problème de la légitimité

qui autorisèrent un si vaste éventail d'acteurs à intervenir directement dans la vie politique⁹.

Fédéralisme vs centralisme

Mais les facteurs de l'instabilité ne se résumaient pas aux seuls acteurs politiques. L'opposition fédéralisme *versus* centralisme a sans aucun doute contribué à rendre flottante la trajectoire politique des pays indépendants, en clivant les positions face au choix de l'un ou l'autre. Pourtant, même si elles ont divisé les acteurs, ces deux options coexistaient à l'intérieur du libéralisme. À ce sujet, il convient de distinguer la question du régime, c'est-à-dire le choix d'un ordre constitutionnel, et les affiliations partisanes, c'est-à-dire la dimension de la militance politique.

En réalité, le problème ne concernait que trois pays, le Mexique, le Chili et la Colombie. Dans le cas mexicain, les oscillations entre république fédérale et république unitaire (dite « centrale ») s'expliquaient par les problèmes posés par la première : le gouvernement fédéral avait des charges lourdes (l'armée fédérale, la dette publique nationale) et des ressources fiscales très insuffisantes, son Exécutif était très faible face à la toute-puissance du Législatif, ce qui conduisait à des abus de pouvoir, aussi bien de la part de l'Exécutif que du Législatif. Aux tensions entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États (ils devenaient des départements) s'ajoutaient les tensions entre les gouvernements étatiques et les pouvoirs locaux. La république unitaire, de son côté, ne permit pas que la centralisation administrative surmontât les problèmes qu'elle entendait résoudre : les coûts de l'administration nationale augmentaient (les employés publics gouvernementaux dans les départements s'ajoutaient aux employés locaux) et les rébellions dans les provinces – au nom du fédéralisme – entraînaient des dépenses supplémentaires (et une impossibilité de réduire le poids de l'armée). Il apparaissait finalement que le même problème se posait aux deux types de régime, fédéral et unitaire : la force des pouvoirs locaux. En Colombie non

9. Pour des études complémentaires sur la question des acteurs politiques en tant que vecteurs d'instabilité, nous renvoyons aux sous-chapitres « Pouvoir et légitimité », « Bourgeoisie et oligarchies », « Styles d'autorité et mécanismes de domination : caudillos, caciques et clientèles », dans Alain Rouquié, *Amérique Latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1987, p. 109-127 ; 129-152 ; 265-282.

plus, le régime unitaire ne put jamais surmonter les particularismes locaux. Le fédéralisme colombien avait resurgi dans un contexte de déficit fiscal permanent, mais l'espoir que les provinces auxquelles étaient confiés la collecte et l'usage des ressources fiscales croissantes fussent aptes à mieux gérer et mieux réformer la fiscalité que le gouvernement central ne fut en rien satisfait.

Il est toutefois plus important de retenir (plus que les exemples datés) que l'historiographie, en particulier dans le cas du Mexique et du Chili, a traditionnellement associé fédéralisme à libéralisme, et centralisme à choix des « conservateurs ». Ce qui est très simplificateur. Mais le fait est qu'à partir des années 1830, « fédéralisme » et « centralisme » devinrent des affiliations politiques, avec des composantes idéologiques qui débordèrent la seule question de la forme juridique de la république. Pour ceux qui étaient en particulier contre les réformes visant les biens et l'influence du clergé, « régime fédéral » devint synonyme de « menace contre la religion ». C'est à ce moment que le qualificatif de « *centralistas* » apparut dans le lexique des antagonismes politiques. Inversement, pour les « fédéralistes », à partir de la fin des années 1820, le « fédéralisme » recouvrait un ensemble d'aspirations et de griefs très hétérogènes, notamment le souhait des *ayuntamientos* de se libérer de la tutelle de la capitale de l'État. Mais on y trouvait aussi un fort sentiment anti-espagnol, des craintes pour « la liberté » et « l'indépendance », un fort ressentiment contre « l'aristocratie », « les puissants ». Plus tard, « centralisme » fut associé à contributions directes et hausse des prélèvements, à suppression de nombreux *ayuntamientos* et à problèmes d'administration de la justice (juges de paix nommés par les préfets, favoritisme à l'égard des propriétaires fonciers contre les plaideurs des communautés), à restriction du suffrage. C'est ce qui donna naissance, à partir des années 1835, à un fédéralisme dit « populaire », anti-fiscal, pour l'autonomie du gouvernement local, pour une citoyenneté large, contre les « Espagnols », contre « la Monarchie », et pour le régime fédéral bien entendu¹⁰.

10. Les questions d'organisation de l'État, de tendances politiques, et d'exercice du pouvoir en tant que facteurs d'instabilité sont analysées par José del Pozo dans son chapitre « La vie politique : l'avancement vers un libéralisme oligarchique », dans *Histoire de l'Amérique Latine et des Caraïbes, de 1825 à nos jours*, Nouveau Monde Éditions, 2006, p. 61-88.

Quoi qu'il en soit, ni la république fédérale ni la république unitaire ne furent capables de résoudre le principal problème de la période du point de vue de l'État : la précarité de sa légitimité, la faiblesse de ses moyens financiers, et son incapacité à contrôler le territoire national. Le fédéralisme le plus autonomiste, celui qui renvoyait à la « souveraineté des *pueblos* », n'a finalement pas été retenu, si bien que dans la seconde moitié du siècle, même les régimes fédéraux allèrent de pair avec un renforcement de l'Exécutif national.

Guerres civiles et conflits répétés

La répétition des conflits civils fut un autre des facteurs constants de l'instabilité en Amérique Latine au XIX^e siècle. Généralement, les *pronunciamientos* et les conflits mobilisaient des acteurs appartenant le plus souvent à des coalitions hétéroclites, fondées sur des allégeances et des alliances pouvant à tout moment être remises en cause. En témoignent les changements de camp, retournements d'alliance, et trahisons d'une guerre à l'autre. Il ne fut pas rare que des alliances *ad hoc* fussent construites dans le but de répondre à l'appel de ceux qui proposaient de prendre le pouvoir en espérant y trouver une solution à leur mécontentement. Plus rares toutefois furent les cas de conflit civil qui mirent en branle la totalité des régions et des catégories sociales. Il s'agissait le plus souvent de conflits parcellaires, qui tendaient à démontrer que le nouveau pouvoir une fois établi avait la plus grande difficulté à unifier autour de lui et autour d'un ensemble cohérent de mécontentements toutes les régions, les corporations, tous les *pueblos* de la nation.

Au niveau des élites, les conflits civils mobilisaient majoritairement les réseaux d'amitié même s'ils impliquaient à des degrés variables les classes populaires tant dans les villes que dans les campagnes. Entraient alors en action les liens verticaux de l'autorité, du paternalisme, du clientélisme et de la protection. Par ailleurs, les liens issus de l'époque des guerres d'indépendance mobilisaient des partisans dans diverses strates sociales. C'est pour ces raisons que les conflits étaient « interclasses ». La violence y était en outre limitée ; on ne recherchait pas l'extermination de l'adversaire, la guerre était plutôt envisagée comme un prélude à la négociation, ou son prolongement.

Car il faut prendre en compte la dimension discursive de ces conflits, qui suscitaient la production de très nombreux écrits. Des correspondances, pour mobiliser, propager, des proclamations, des adhésions. Les journaux eux-mêmes ne cessaient de parler des guerres, les prolongeant par des débats et des polémiques, si bien que les conflits civils étaient des moments où se déployait l'opinion, des moments de diffusion des principes de la politique moderne. De ce fait, ces guerres qui interrompaient le cours de la vie constitutionnelle et semblaient menacer la cohésion déjà fragile des nations en gestation, avaient aussi le rôle paradoxal de désenclaver les régions et les *pueblos*. En d'autres termes, ce que la représentation politique légale ne parvenait pas à faire – incarner la souveraineté et la cohésion nationales – était jusqu'à un certain point « compensé » par la récurrence des guerres civiles.

Le constat final – et très partiel – puisqu'il faut conclure, est celui d'une « instabilité » qui, loin d'avoir entravé la consolidation des nouvelles nations, voire d'avoir menacé leur existence, en fut la condition. Il est vrai que le flottement politique caractéristique de la conjoncture dans laquelle les nouveaux États-nations devaient procéder à leur édification traduisait la recherche constante de solutions à la question des nouvelles légitimités « dans » l'indépendance.